

Activité économique

Au quatrième trimestre 2023, le PIB français est resté quasi stable pour le deuxième trimestre consécutif (+0,1 %, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, après 0,0 %, ► **figure 1**). La demande intérieure s’est légèrement contractée (contribution à la croissance du PIB de -0,1 point) : la consommation des ménages s’est stabilisée tandis que l’investissement, des ménages comme des entreprises, a nettement reculé (► **figure 2**). Le commerce extérieur a comptablement soutenu l’activité (+0,9 point) mais ce soutien provient, pour une large part, d’un phénomène de déstockage (-0,7 point) : les entreprises ont servi la demande adressée en puisant dans leurs stocks et les importations ont fortement reculé. Les exportations ont stagné, reflétant l’atonie de la demande de nos partenaires européens.

Côté offre, l’activité a légèrement rebondi dans l’industrie manufacturière (la valeur ajoutée a progressé de 0,2 %), dans le sillage de la fabrication de matériels de transport, et a un peu augmenté dans les services marchands (progression de 0,1 % de la valeur ajoutée). En revanche, elle a poursuivi son recul dans la construction, pour le quatrième trimestre consécutif (valeur ajoutée en repli de 0,8 %).

Selon les enquêtes de conjoncture, la situation conjoncturelle demeure hésitante. L’indicateur de climat des affaires, qui est passé légèrement sous sa moyenne de longue période au mois d’octobre 2023, s’y est maintenu depuis. Le climat de l’emploi a retrouvé un niveau plus en ligne avec celui de l’activité alors qu’il était beaucoup plus favorable de début 2022 à fin 2023. La confiance des ménages dans la situation économique, encore dégradée, se redresse peu à peu ces derniers mois, malgré un repli en février (► **figure 3a**).

Dans l’industrie, les branches d’activité évoluent toujours en ordre dispersé : si, au global, le climat des affaires s’y situe à un niveau proche de sa moyenne de long terme, les décalages conjoncturels entre les différents sous-secteurs atteignent des niveaux historiquement élevés (► **figure 3b** et ► **éclairage** « Le redécollage de l’aéronautique et la déprime des industries énérgo-intensives expliquent la divergence exceptionnelle des situations conjoncturelles au sein de l’industrie »). Le climat des affaires demeure particulièrement favorable dans la fabrication des « autres matériels de transport » (principalement l’aéronautique), alors que dans le même temps, la situation apparaît toujours dégradée dans l’agro-alimentaire et les branches énérgo-intensives. Prise dans son ensemble, l’industrie manufacturière pâtirait au premier trimestre 2024 d’un mois de janvier particulièrement dégradé en termes de production : la valeur ajoutée manufacturière se replierait ainsi début 2024 (-0,5 % au premier trimestre, ► **figure 4**), pénalisée notamment par l’automobile et le raffinage, puis rebondirait par la suite (+0,5 % au deuxième trimestre). En moyenne sur le semestre, elle serait stable, un rythme conforme au diagnostic conjoncturel qui se dégage des enquêtes. La production d’énergie suivrait le profil de la production manufacturière.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l’année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2022				2023				2024		2022	2023	Acquis 2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produit intérieur brut	-0,1	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,3	2,5	0,9	0,5
Importations	1,5	0,4	4,7	-0,5	-3,1	2,5	-0,4	-2,3	1,4	0,7	8,8	-0,1	0,6
Total des ressources	0,5	0,5	1,3	-0,1	-0,2	1,1	0,0	-0,3	0,2	0,5	4,3	1,2	0,6
Dépenses de consommation des ménages	-1,3	0,7	0,5	-0,4	0,2	0,0	0,5	0,0	0,3	0,4	2,1	0,6	0,9
Dépenses de consommation des administrations*	0,4	-0,4	0,3	0,6	-0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1	2,9	0,6	0,7
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,4	-1,1	0,4	0,6	-0,5	0,0	0,3	0,2	0,2	0,0	2,9	0,1	0,5
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	0,5	0,8	0,1	0,6	0,0	0,5	0,2	0,5	0,3	0,2	1,8	1,3	1,1
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,3	0,4	2,2	0,4	-0,5	0,3	0,2	-0,9	-0,2	0,0	2,3	1,1	-0,6
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,8	0,4	3,9	0,8	-0,5	0,8	0,3	-0,9	-0,1	0,0	3,8	2,7	-0,4
<i>Ménages</i>	-1,9	1,2	-1,4	-1,0	-2,0	-1,5	-1,1	-1,4	-1,0	-0,5	-1,3	-5,1	-3,2
<i>Administrations publiques</i>	1,5	-0,7	2,0	0,7	1,7	0,9	1,6	0,0	0,7	0,6	1,5	4,5	2,2
Exportations	1,7	-1,1	3,3	0,3	-1,8	2,7	-0,7	0,0	0,3	1,4	7,4	1,5	1,7
Contributions (en point)													
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	-0,5	0,3	0,9	0,1	-0,1	0,1	0,4	-0,1	0,2	0,2	2,4	0,7	0,5
<i>Variations de stocks**</i>	0,3	0,5	0,2	-0,3	-0,4	0,5	-0,3	-0,7	0,3	-0,2	0,7	-0,4	-0,4
<i>Commerce extérieur</i>	0,0	-0,5	-0,5	0,2	0,6	0,0	-0,1	0,9	-0,4	0,3	-0,6	0,5	0,4

■ Prévision.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d’objets de valeur.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, les importations ont reculé de 2,3 %.

Source : Insee.

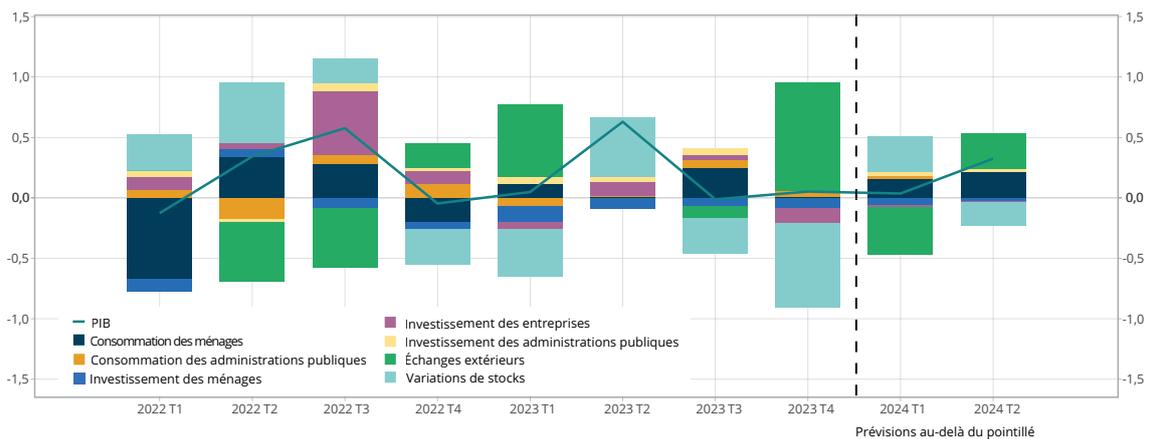
Conjoncture française

Du côté des services marchands, la valeur ajoutée accélérerait quelque peu tout au long du premier semestre (+0,2 % puis +0,4 % aux premier et deuxième trimestres), grâce notamment au rebond de l'activité dans le secteur de l'information-communication ainsi que dans l'hébergement-restauration.

L'activité dans la construction pâtirait quant à elle toujours des conditions de financement qui entravent la capacité des ménages et des entreprises à investir. La valeur ajoutée du secteur poursuivrait son recul, à un rythme toutefois un peu plus modéré que fin 2023 (-0,6 % puis -0,4 % aux deux premiers trimestres 2024).

Parmi les principaux postes de la demande, la consommation des ménages, soutenue par un pouvoir d'achat relativement dynamique, augmenterait de l'ordre de 0,3 % par trimestre, tandis que leur investissement continuerait de se replier (-1,0 % puis -0,5 %), même s'il pèserait progressivement moins sur la croissance. Du côté des entreprises, le resserrement monétaire passé pèserait sur l'investissement (-0,1 % puis 0,0 % aux deux premiers trimestres 2024) : le repli de l'investissement en biens et en construction serait toutefois compensé par celui en services, qui retrouverait un certain dynamisme après le trou d'air de la fin d'année 2023. Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'activité connaîtrait un profil heurté : il pèserait sur la croissance au premier trimestre 2024 du fait d'un phénomène de reconstitution des stocks après le fort déstockage survenu fin 2023, puis la soutiendrait au deuxième trimestre, sous l'effet d'importantes livraisons aéronautiques et navales.

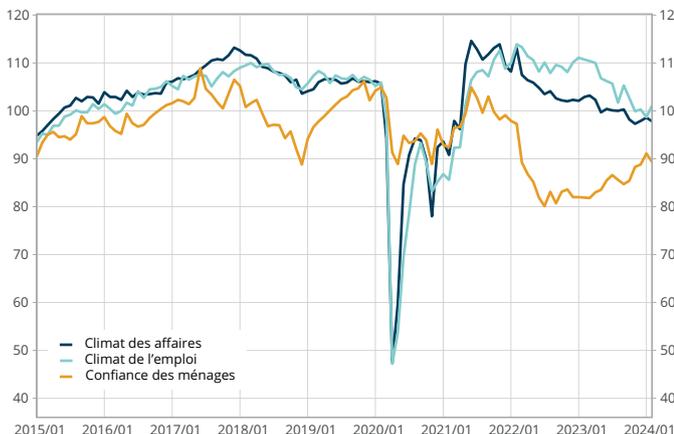
► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande (variations trimestrielles en % ; contributions en points)



Lecture : au premier trimestre 2024, le PIB serait stable par rapport au quatrième trimestre 2023 (0,0 %) ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait d'environ +0,2 point.
Source : Insee.

► 3a. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

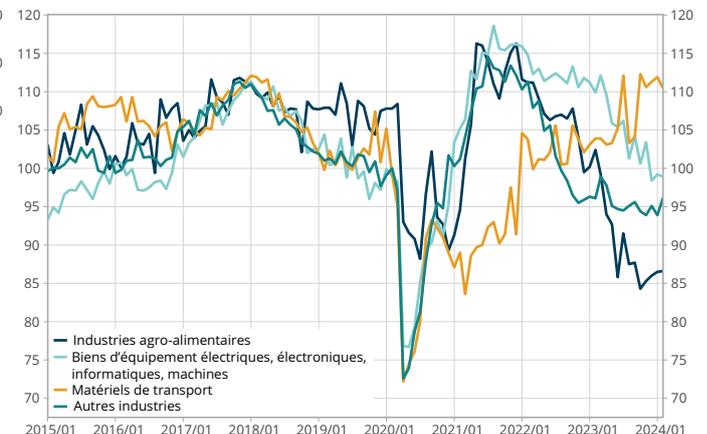
(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : février 2024.
Lecture : en février 2024, le climat des affaires en France s'élève à 98, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).
Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee

► 3b. Climat des affaires dans les principaux sous-secteurs de l'industrie manufacturière

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : février 2024.
Lecture : en février 2024, le climat des affaires dans les industries agro-alimentaires s'élève à 87 points, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).
Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie, Insee.

Au final, la progression de l'activité serait limitée au premier semestre. Au premier trimestre, celle-ci resterait à l'arrêt : elle bénéficierait certes du redémarrage de la consommation dans les services mais la production manufacturière reculerait sous l'effet de phénomènes ponctuels (arrêts de raffinerie, problèmes d'approvisionnement dans l'automobile). En outre, l'activité continuerait de fléchir dans la construction. Au deuxième trimestre, l'activité rebondirait (+0,3 %), les freins se desserrant un peu. Au total, l'acquis de croissance à mi-année pour 2024 serait modeste, à hauteur de +0,5 % (► figure 5). ●

► 4. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles en %)

Branche	Poids en %	2022				2023				2024	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture, sylviculture et pêche	1,7	2,7	2,1	1,9	1,4	0,6	0,8	0,4	0,3	0,4	0,3
Industrie	13,9	-0,7	-0,9	0,3	0,1	0,9	1,4	-0,2	0,0	-0,4	0,5
Industrie manufacturière	11,3	1,1	0,1	0,9	-0,6	0,8	1,1	-0,3	0,2	-0,5	0,5
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,1	0,1	-0,9	0,1	-0,3	-0,3	1,0	-1,2	-1,2	1,2	-
Cokéfaction et raffinage	0,1	60,6	8,7	4,2	-7,7	9,5	1,7	7,2	-0,6	-12,0	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	-0,2	-0,2	2,3	-0,4	2,2	1,0	-1,0	-0,3	-0,8	-
Fabrication de matériels de transport	1,6	-2,9	4,6	5,0	-0,4	2,0	2,9	-1,7	1,5	-0,4	-
Fabrication d'autres produits industriels	5,9	1,8	-0,5	0,0	-0,4	0,1	0,8	-0,2	0,6	-0,2	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6	-7,0	-5,0	-2,5	3,1	1,2	2,5	0,3	-0,6	-0,1	0,5
Construction	5,7	-0,1	-0,2	0,1	0,1	-0,4	-0,5	-0,4	-0,8	-0,6	-0,4
Services principalement marchands	56,8	0,0	1,0	0,9	0,0	-0,1	0,9	0,0	0,1	0,2	0,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10,4	-1,8	-1,0	0,7	-0,8	-0,5	1,0	0,1	-0,3	-0,2	-
Transports et entreposage	4,6	0,6	0,9	-0,3	-0,4	-0,9	0,4	-2,3	-0,7	0,4	-
Activités financières et d'assurance	3,8	-2,0	-0,6	-0,1	0,6	1,5	1,2	0,2	0,3	0,1	-
Activités immobilières	12,8	0,2	0,4	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	-
Hébergement et restauration	2,9	2,7	12,1	2,5	1,0	-1,1	1,0	-0,5	0,0	0,4	-
Information et communication	5,4	0,7	1,3	3,1	0,7	0,9	2,0	0,5	-0,3	0,6	-
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,1	0,9	1,2	1,0	0,0	-0,2	1,1	0,5	0,5	0,4	-
Autres activités de services	2,9	0,4	2,5	0,8	0,8	0,5	0,1	0,3	0,6	0,4	-
Services principalement non marchands	21,9	0,5	-0,4	0,2	-0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,0	0,1
Valeur ajoutée totale	100,0	0,0	0,4	0,6	0,1	0,1	0,7	0,0	0,1	0,0	0,3
Taxes et subventions		-1,5	0,1	0,2	-0,9	-0,6	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,6
PIB		-0,1	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,3

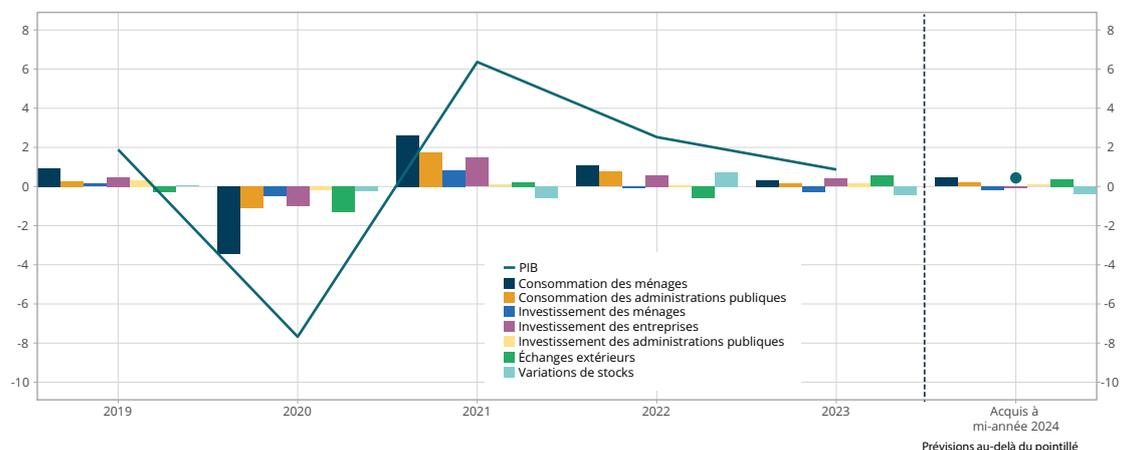
■ Prévisions.

Lecture : au quatrième trimestre 2023, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport a augmenté de 1,5 %. Elle diminuerait de 0,4 % au premier trimestre 2024.

Source : Insee.

► 5. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)



Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Lecture : en 2023, le PIB a augmenté de 0,9 % ; la contribution de la consommation des ménages s'est élevée à 0,3 point.

Source : Insee.